

## ABDELMALEK SELLAL À PARTIR DE BOUIRA

# «Le Président Bouteflika ne reculera pas»

**Abdelmalek Sellal a multiplié les messages politiques lourds jeudi dernier, à partir de Bouira où il était en visite. Face aux «représentants de la société civile» locale, le Premier ministre s'engageait ainsi clairement, par exemple : «Ce gouvernement s'engage à poursuivre sa politique en matière de logement, de santé ...» Il plaide encore une fois pour la poursuite d'une politique visant à «asseoir une Algérie démocratique et sociale». D'où, explique-t-il, «ces tournées à travers les wilayas car le travail du gouvernement est un travail de proximité».**

De notre envoyé spécial à Bouira, Kamel Amarni

«C'était notre engagement devant le Parlement. Nous en sommes à la 41<sup>e</sup> wilaya ( Bouira, Ndlr) et nous allons poursuivre ces visites avant de présenter notre bilan devant le Parlement», dira encore le Premier ministre. Prononcé quasi simultanément à

la convocation du corps électoral, ce discours d'Abdelmalek Sellal à partir de Bouira ne peut passer inaperçu. D'autant plus lorsqu'il tenait à préciser : «Moi, personnellement, je n'attends rien de vous.» Une manière de faire définitivement comprendre qu'il n'est pas

candidat aux présidentielles du 17 avril prochain. En revanche, il tenait à inviter l'assistance à rendre un «vibrant hommage et à féliciter ce grand homme, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika qui a mené l'Algérie vers des rivages amènes. Qui a su instaurer la stabilité».

Sellal, comme d'habitude, insistera longuement sur «la stabilité». Après avoir rappelé les ravages occasionnés par le terrorisme «dans cette wilaya en particulier, et là, je tiens à rendre un vibrant hommage à Si Zidane El Mekhfi et à l'ensemble du pays en général», le Premier ministre fera remarquer que «ce ne sont pas les moyens financiers qui ramènent le développement, mais la stabilité. Cette

stabilité, il nous faut la préserver quel qu'en soit le prix. Et quelles que puissent être nos divergences politiques, la stabilité du pays doit faire l'unanimité entre tous les Algériens».

Fidèle à son discours prononcé un peu partout à travers le pays, Sellal «coule» inévitablement «stabilité» avec «continuité». Le Premier ministre n'évoquera les prochaines présidentielles qu'en termes allusifs mais très clairs : «La stabilité est un bien précieux qu'il nous faut préserver.

C'est au peuple, qui détient la souveraineté, de le faire.» Aussi, grâce à «la stabilité» et aux «programmes du gouvernement ainsi qu'aux réformes engagées dans la Fonction publique, l'Algérie passe-

ra à une autre étape. Et le Président Abdelaziz Bouteflika conduira l'Algérie vers de nouveaux horizons». Pour Abdelmalek Sellal, l'Algérie est «condamnée, aujourd'hui, à jouer un rôle majeur dans la région». Il dira que, pour cela, le pays possède tous les moyens, tous les atouts.

«Nous continuerons à aller de l'avant pour bâtir une Algérie démocratique et sociale. Votre gouvernement ne reculera pas. Le Président Abdelaziz Bouteflika ne reculera pas.» Cette phrase lâchée par Sellal au moment où il répondait «aux représentants de la société civile» vers la fin de sa visite à Bouira est à elle seule tout un programme...

K. A.

# Les familles expropriées empêchées de l'approcher

**Avant-hier jeudi, plusieurs dizaines de personnes, issues principalement des familles Merzouki qui ont vu plus de 150 hectares de leurs terres agricoles englouties par le projet de cette zone industrielle, et plus de 90 autres hectares en cours d'expropriation pour les besoins d'extension de cette même zone, qui atteindra à terme, plus de 400 hectares, ont essayé de se rapprocher du Premier ministre qui était sur les lieux mais en vain.**

D'après le représentant de ces protestataires, Mourad Merzouki, l'action de protestation a été organisée d'une manière pacifique, avec des drapeaux nationaux brandis et des pancartes dans lesquelles étaient écrits les articles de

loi et autres décrets de la République algérienne démocratique et populaire qui sont censés protéger ces terres agricoles.

Lors de cette protestation organisée, les services de sécurité avaient empêché les protestataires de se rapprocher du lieu de rencontre du Premier ministre.

Des éléments des services de sécurité à qui a été remise la requête avaient promis de transmettre le message au Premier ministre en essayant de prendre attache avec son protocole pour essayer d'arracher une entrevue avec le représentant de ces familles. Les protestataires, confiants, avaient longtemps attendu mais le Premier ministre était déjà parti.

Après ce scénario, les protestataires étaient invités à se déplacer à l'auditorium de l'université de Bouira où Sellal devait rencontrer la société civile dans l'après-midi. Mais, là

encore, ce n'était qu'une manière de les déjouer puisque pour pouvoir se rapprocher seulement du périmètre de l'université, il fallait être muni d'un badge en guise d'invitation. Chose que Mourad et ses camarades n'avaient pas.

Le Premier ministre est reparti sans qu'il n'entende les cris de douleur de ces familles spoliées de leurs terres ancestrales. Pourtant, lors de son discours au niveau de l'auditorium, il ne cessait de parler d'une Algérie sociale, démocratique et fraternelle. Et plus que tout, il avait insisté à plusieurs reprises sur le caractère agricole de la wilaya et la nécessité de sauvegarder ses terres et les fructifier.

Il ne savait sûrement pas que ses gardes, ceux qui sont censés rehausser son image et l'image de l'Algérie qu'il incarne, venaient justement durant la même journée de le contredire et de le ternir à son insu.

Y. Y.

## ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

# Le Parti des travailleurs se prononce aujourd'hui

**C'est aujourd'hui que le Parti des travailleurs (PT) se prononcera sur la question des élections présidentielles. La position du parti, a précisé hier Louisa Hanoune, résulte des décisions prises lors du septième congrès du parti et suite à la réunion hier, de la session du Bureau politique du PT.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Pour la présidente du PT, la question «brûlante» de la présidentielle sera tranchée selon la décision du congrès et les recommandations des délégués. Le Bureau politique du Parti des travailleurs s'est réuni hier à Zeralda, pour sa première session après la tenue du septième congrès du parti. S'adressant aux cadres de son parti et aux

représentants de la presse nationale, Louisa Hanoune a déclaré que le PT a étudié longuement la question du prochain rendez-vous électoral. «Nous prendrons notre décision non pas sur des bases électoralistes mais plutôt suivant les grands défis qui attendent le peuple algérien. Ce rendez-vous sera particulièrement sensible et dangereux, a déclaré Louisa

Hanoune notant que le septième congrès considère l'élection présidentielle concernant tous les Algériens et que le PT défend en premier lieu la souveraineté nationale. «Nous ne pouvons rester spectateurs, nous allons assumer nos pleines responsabilités.

Notre parti fera barrage à toutes les tentatives de menaces et de déstabilisation du pays lors de ces élections et aux interventions extérieures», a en outre souligné la présidente du PT. Elle assurera aussi que son parti concrétisera toutes ses décisions politiques. Lors de son discours,

Louisa Hanoune a également abordé la question «des turbulences» sur le plan social, mettant l'accent sur la montée du chômage, des difficultés que vivent les travailleurs et les étudiants. Elle évoquera ainsi l'anarchie dans les universités, les conflits nés autour du logement social ainsi que les perturbations qui s'accroissent dans les secteurs de l'éducation et de la santé. La présidente du PT a aussi dénoncé la baisse du pouvoir d'achat qui, rappelle-t-elle, est passé à plus de 40 %. «Cette situation démontre l'échec de la politique commerciale qui, en l'oc-

currence, n'est pas maîtrisée. Il s'agit aussi du fait que les questions sociales sont liées à la stabilité du pays.

Il faut donc mettre fin aux problèmes que vit la population», a précisé Louisa Hanoune. Pour ce qui est de la situation dans la région de Ghardaïa, la présidente du PT la considère comme un «fort signal d'alarme», et ce surtout que selon elle, «il n'y a pas de retour à la normale et que la situation pourrait être exploitée par des parties occultes pour toucher la stabilité du pays».

F-Z. B.

## FFS

# Le bal des démissions se poursuit

**Tout porte à croire que le FFS est en train de se vider de sa base militante et d'un nombre important de cadres et d'élus locaux dans la wilaya de Béjaïa, le plus important fief du plus vieux parti d'opposition algérien.**

Les démissions en cascade atterrissent quotidiennement depuis une quinzaine de jours au niveau du siège national. Ce bal des démissions ouvert le 30 décembre dernier par la totalité de l'encadrement politique de sa fédération de Béjaïa, à sa tête le député Khaled Tazaghart, rejoint quelques jours après par des militants des sections communales de Béjaïa et Chemini est visiblement loin de s'arrêter.

La semaine écoulée, ce sont les militants et élus locaux de pas moins de quatre sections des communes de Tamokra, Amalou, Tazmalt et Timezrit à claquer la porte du FFS. En plus de certains maquisards et anciens militants de la première heure de 63, ils sont près de 400 militants dont plus d'une dizaine d'élus locaux à rompre définitivement les liens organiques avec le parti en signe de protestation contre «une ligne

politique en contradiction avec des fondamentaux du parti». Les mêmes défections sont également enregistrées dans la wilaya de Bouira avec entre autres les démissions d'un membre du Conseil national, le maire d'Aghbalou, l'ex-P/APC de Cheurfa ainsi que les premiers secrétaires des sections d'El Adjiba et Aghbalou.

«L'homme d'honneur est celui qui ne s'engage pas à la légère et qui n'engage pas les siens à la légère».

C'est par cette citation du chef historique de leur parti, Hocine Aït Ahmed, qu'une cinquantaine de militants de la section de Timezrit annoncent, dans une déclaration rendue publique, leur démission collective du parti.

«Le FFS est né dans la douleur pour faire face à la recomposition violente de l'été 62, corps et âme, nos valeureux martyrs ont

combattu l'armée des frontières qui a dénié le droit au peuple algérien d'accéder à sa propre autodétermination.

Cinquante ans après, cette mémoire est souillée par un appareil né d'un coup de force scientifique lors du 5<sup>e</sup> congrès, d'ailleurs, nous avons la conviction que Hocine Aït Ahmed aurait été scandalisé s'il avait assisté aux assises», écrivent les militants démissionnaires du FFS de Timezrit dans leur document.

Les frondeurs font observer que depuis le dernier congrès, «l'appareil a verrouillé carrément le parti en transformant les structures de bases en cellules de renseignement en menant une guerre tout azimut contre les forces vives du parti et tous les militants autonomes qui n'adhèrent pas à la stratégie de normalisation».

«Nous n'accepterons jamais d'être une marchandise à troquer pour ceux qui courent derrière le confort du système en tournant le dos à toutes les valeurs démocra-

tiques véhiculées par le FFS», concluent les mêmes militants démissionnaires tout en dénonçant avec une rare virulence ce qu'ils qualifient «d'atteinte à la mémoire du parti et à la souveraineté de la base».

Se refusant d'être des militants du «second collège et otages de l'appareil», des maquisards et anciens de 63, les cadres membres du Conseil national et des élus APC/APW des wilayas de Béjaïa et Bouira qui ont décidé de quitter organiquement les rangs du FFS ne comptent pas se taire à travers l'organisation d'un meeting populaire avec la présence du député de Béjaïa, Khaled Tazaghart, aujourd'hui à partir de 11h à la maison des jeunes de la municipalité de Chemini.

Une rencontre avec la population, au cours de laquelle les frondeurs du FFS comptent faire des révélations sur ce qui «se trame au sein de l'appareil» de leur ex-parti, a-t-on déclaré.

A. Kersani